



Discours aux journalistes

Bonjour à tous,

Nous sommes heureux de vous accueillir dans cette rue bien nommée, en la circonstance, de la Paix. Merci à tous les journalistes et amis d'avoir répondu à notre invitation. Nous saluons particulièrement La Renaissance Lochaoise, TV Tours, France Bleu...

Symboliquement, il était important pour nous, en tant qu'anciens petits chanteurs de Touraine, de vous recevoir dans ce quartier de la ville, non loin de la Rue Baleschoux, où se trouvait notre local, où nous avons passé des années à participer aux activités de cette Manécanterie, et où se seraient déroulés malheureusement de graves incidents, à en juger par les déclarations de ces derniers mois.

Voilà, en effet, un moment que le comité « Voix Libérées » diffuse des informations alimentant un scandale d'abus sexuels au sein de la manécanterie des Petits Chanteurs de Touraine, et les médias d'Indre-et-Loire que vous représentez ici ont largement relayé leur propos, au point de provoquer un véritable séisme dans l'opinion locale tourangelle.

Les anciens petits chanteurs qui se présentent à vous aujourd'hui ont fait partie de ceux qui ont reçu ces informations avec une consternation étourdissante. Et les mots sont faibles, encore maintenant, pour exprimer la douleur persistante que cette campagne médiatique a suscitée chez eux.

La manécanterie fait partie intégrante de notre jeunesse et reste l'emblème d'un rêve d'enfant. Or, avec cette affaire dite « TARTU », nous avons le sentiment de sortir d'une sorte de métavers mémoriel. Notre rêve aurait été merveilleux mais virtuel ; la réalité, un cauchemar. La remise en cause est violente, interpelle, et bouscule. Les témoignages dans la presse sont bouleversants.



Imaginez que l'on vous dise, à titre personnel : vos parents ne sont pas vos vrais parents. Comment réagiriez-vous ? Votre père si tendre, si aimable, était un bandit, un terroriste, un tueur en série, voire un ancien nazi (je peux me permettre le parallèle puisqu'il a déjà été sous-entendu dans la presse) ? N'auriez-vous pas besoin de remettre votre histoire en « place » ? N'auriez-vous pas besoin de vérifier, de trouver des éléments contradictoires, enfin, d'avoir des certitudes pour assumer votre « nouvelle » histoire ?

Si vous entendez parler de nous, seulement maintenant, c'est parce qu'il a fallu du temps pour digérer les événements, prendre la mesure des mots (et des maux), comprendre les réalités en jeu, prendre du recul, parler entre nous, se reconforter... et, au bout du compte, s'organiser.

Alors pourquoi former un collectif ? Pour ne pas céder à une fatalité simple : la disparition de la Mané ; dans la sphère publique, dans nos mémoires, dans celle des futurs petits chanteurs, celle de nos enfants. Oserait-on encore en parler ?

La remise en cause de l'Abbé TARTU porte atteinte aux valeurs acquises au cours de nos nombreuses années d'engagement, à la qualité des souvenirs, à la pureté de certains moments qu'il faudrait admettre comme des moments dénués d'authenticité. Peut-on continuer à vivre en pensant que la Mané était instrumentalisée à des fins perverses ? Peut-on encore revendiquer notre appartenance à la chorale qui a fondé une partie de notre vie d'homme tout en intégrant ces perversions ?

L'innocence de notre enfance se change maintenant en culpabilité. La honte est sur nous tous. A bien comprendre les déclarations dans la presse, tout le monde devait savoir... tout le monde était complice. Tout se passait à notre insu. Aurions-nous été dupés ? Comment va-t-on recoller les morceaux de notre histoire en miettes, maintenant ?

Comprenez que les déclarations, rendues médiatiquement publiques, nous autorisent et nous obligent à nous positionner. Comprenez qu'il nous soit impossible d'en rester là. Une fois remis des premiers chocs émotionnels, une intuition persistait. On s'est tous dit intuitivement, à l'instar de l'enquêteur d'une série policière : « ça n'colle pas ». Nous sommes loin de l'image que nous avons gardée de l'Abbé TARTU. Les déclarations ne collent pas avec notre vécu, à notre propre mémoire. Elles ne collent pas non plus entre elles et au bout du compte ne collent pas avec le cadre normal d'évolution de ce genre d'affaire.

Il nous a alors paru essentiel de sortir de la majorité silencieuse pour former un collectif qui dépasse la honte, et permette aux bonnes volontés de se situer, de comprendre, de prendre du recul et enfin de tenter de mesurer tout ce qui se joue dans cette affaire. Beaucoup dans le diocèse, laïcs, prêtres, religieux, sont restés sans voix. Mais leur silencieuse posture, aussi respectable soit-elle, à notre sens, ne résout aucun de nos problèmes. Nous aimerions alors être une voix qui porte ou propose des solutions équitables et porteuses d'avenir.

En préambule, pour éviter les mauvaises interprétations ou les raccourcis trompeurs à certains moments de notre discours, - pour dissiper tout malentendu - nous aimerions clairement préciser ce que nous ne sommes pas :

- Ni un comité de soutien de l'Abbé TARTU ;
- Ni un groupe d'opposants aux plaignants. Nous ne voulons pas nier ou minimiser leur douleur ;
- Ni un mouvement d'Eglise ;
- Ni une émanation d'une organisation politique.

Le laisser entendre serait proprement mensonger, même si nos réflexions nous amènent à puiser dans ces différents terrains, même si nous sommes amenés à lever de sérieuses contradictions. S'il vous plaît, ne concluez pas trop vite. Nous vous remettons à l'issue de notre échange un dossier de presse qui présente l'ensemble de nos réflexions, de nos questions, et les différents domaines où nos analyses se sont portées. Vous y trouverez les références qui nous ont amenés à prendre du recul et les liens avec les articles de notre site internet que nous compléterons avec les éléments nouveaux qui nous arriveront.

Au regard de cette documentation, il semblerait plus juste de nous considérer comme des lanceurs d'alertes soucieux d'un traitement plus équitable de cette affaire qui tienne compte de la douleur de tous, y compris la nôtre.

La douleur dont on parle vient entre autre de la violence qui se dégage de cette affaire. Violence dans les propos des Voix libérées, surtout en dehors des canaux médiatiques, dans les courriels que nous recevons depuis des mois. Le lynchage médiatique de l'Abbé Tartu - appelons un chat un chat, si vous le voulez bien - nous a semblé particulièrement choquant, inéquitable et surtout indigne des fondements de notre droit. Réalisez-vous que c'est un procès médiatique auquel nous avons eu affaire, et les insinuations inacceptables qu'il a fait planer sur

nous ? Nous aimerions au moins être entendus à la barre de ce tribunal, même s'il est particulièrement illégitime. Et nous n'évoquerons même pas les violences envers des chrétiens, des religieux, qui n'ont rien à voir avec nous et qui subissent des brimades au nom d'une même appartenance religieuse et d'une complicité infondée.

La violence se retrouve en définitive dans la démarche choisie par les Voix libérées. Leurs paroles diffusent - pour qui creuse un peu le sujet - un discours déjà entendu. L'emprunte idéologique de leurs propos est largement démontrée sur le site web que nous avons décidé de créer. On nous a servi une nouvelle vague du mouvement MeToo avec les mêmes effets délétères, les atteintes au droit, aux fondamentaux de notre constitution, à l'équité... et j'en passe. Les termes qui servent à constituer le portrait de l'Abbé sont particulièrement abusifs, calomnieux et contraires aux principes qui régissent notre Etat de Droit. Nous aimerions juste rappeler que nul n'est censé ignorer la loi. Ignorer, c'est-à-dire ne rien faire contre elle, mais aussi, - on pourrait l'entendre ainsi, - « contourner », « faire comme si elle n'existait pas ». Ce qui nous a semblé le cas dans cette affaire.

Et comment comprendre cette violence face à toutes les contradictions qu'elle soulève ? Nous avons du mal à saisir la cohérence de leurs démarches, leurs intentions. Veulent-ils sortir de leurs souffrances ou militer sur la scène politico-médiatique ? Pourquoi réclamer la justice et s'inscrire en dehors du cadre judiciaire ? Comment peuvent-ils réclamer la vérité et créer les conditions même qui empêchent d'aboutir à sa recherche ? Comment peuvent-ils présenter un système d'emprise si éloigné de notre propre vécu ? Comment vouloir se libérer et opter pour les voies de l'enfermement ?

Toutes ces contradictions génèrent beaucoup trop d'incertitudes qui nous laissent dans un malaise inacceptable. Nous avons besoin, nous aussi, de la vérité. Comme des parents dont l'enfant aurait été enlevé, nous avons besoin de savoir, sinon, le deuil est impossible. Nous maintenir dans cet état est particulièrement injuste.

En la matière, les initiatives n'ont créé que des relations de perdant-perdant. Nous aimerions du gagnant-gagnant. Les témoignages des plaignants revêtent un caractère bouleversant. Cependant, une fois l'émotion dépassée, leur sort interpelle. Pour un petit chanteur, dans cette couverture médiatique, tout ne peut pas s'entendre de façon égale. Nous ne contestons pas la présence d'une infirmerie, ni les soins que le Père TARTU dispensait. Mais, à partir de là, toutes les interprétations sont

possibles. Et au bout du compte, nous avons affaire à des témoins, des personnes souffrantes pour lesquelles rien ne permet d'aboutir à une solution définitive.

Qu'en est-il de leur prise en charge ? Du reste, veulent-ils guérir ? Nous posons la question à la fin du dossier de presse. En quoi cette hypermédiatisation est-elle utile dans un processus de guérison, surtout si la prescription empêche la tenue d'un procès ? La libération de la parole signifie-t-elle une médiatisation systématique de la parole ?

Au-delà de la simplification des articles de presse, la situation est certainement bien plus complexe. Des investigations - expertises psychologiques, par exemple - pourraient s'avérer nécessaires dans une démarche de recherche de vérité. Il faut en laisser le soin aux autorités compétentes qui ont seules la qualification nécessaire.

En attendant, au cœur de cette médiatisation locale, l'Eglise, représentée ici par le diocèse de Tours, se trouve sans un état de sidération qui le pousse à une prudence, une distance, une retenue dans la crainte des complications juridiques. Nous avons posé des questions au vicaire général qui tarde à répondre pour peser ses mots. Nous ne savons toujours pas comment les plaignants pourraient être pris en charge. Et sans parler de nous, tout le monde souffre dans cette affaire et aucune porte de sortie pour l'instant n'a été trouvée. On attend un plaignant qui n'a pas dépassé la prescription pour qu'un procès s'ouvre.... Et on l'attend toujours, malgré les recherches, les sollicitations, l'insistance des « Voies Libérées ». Mais croyez-vous que l'on ait vraiment créé les conditions pour qu'un blessé se déclare ? Aurait-il envie d'un déballage médiatique ? Aurait-il envie que les Voix Libérées se servent de son nom pour relancer la presse ? La discrétion, la prévenance ne seraient-elles pas mieux pour l'accompagner ?

Alors, en conclusion, oui, face à toutes ces contradictions ou ces questions sans réponse, nous avons des doutes. Incertitude oblige.

- Doute sur les soins apportés aux victimes... et en l'occurrence à l'Abbé Tartu (il n'existe pas d'abuseur heureux) ;
- Doute sur le bien-fondé des méthodes ;
- Doute sur l'issue honorable de cette affaire ;
- Doute sur le bénéfice social.
- Doute de l'intérêt politique pour les générations futures.

Il nous est apparu utile de constituer un collectif pour reconstruire, les blessés de cette affaire, abusés ou non, pour reconstruire notre

mémoire, reconstruire une unité, au-delà de nous, entre les fidèles du diocèse, aussi. Et osons le dire, entre les citoyens pour qui la démocratie est menacée. Seul le respect du droit, garant de la dignité de tous peut nous assurer une chance de sortie.

Nous faisons un appel aux petits chanteurs qui auraient besoin de se confier. Ensemble, en toute discrétion et confidentialité, nous nous proposons de trouver ensemble les solutions pour engager un processus de réparation.

Nous appelons les anciens petits chanteurs à nous rejoindre pour mettre à la lumière notre mémoire. Ecrivez-nous ! Faites-vous connaître sur la page contact de notre site. Demandez à laisser votre témoignage ! Faites parler votre mémoire. Venez la confronter. N'ayez pas peur : la vérité libère toujours.

Nous appelons les amis, les parents à en faire autant.

Nous appelons les chrétiens, les ecclésiastiques du diocèse à sortir de la peur, de leur résignation à croire comme parole d'évangile les différents articles de presse, à nous entendre et à nous rejoindre pour apporter de la nuance.

Nous appelons les citoyens en définitive, les personnes attachées aux valeurs de la République, aux fondamentaux de notre Etat de Droit à soutenir nos réflexions et à apporter leur contribution contre certaines idéologies entendues au travers des « Voix libérées » qui pourraient bien menacer notre démocratie.

Nous veillerons au respect du droit et engagerons, si cela est nécessaire, les procédures pour le faire respecter.

Nous demandons à être entendus des enquêteurs. Nous sommes des témoins du passé sur plusieurs décennies, des témoins de l'intérieur de la Manécanterie, des témoins privilégiés qui ont décidé de faire entendre leur voix.

Nous espérons que les investigations iront à leur terme. Nous vous encourageons à mener plus en profondeur vos propres investigations de journalistes. Nous comptons sur vous pour apporter des réponses à toutes nos questions dans ce dossier de presse.

Finalement, au-delà de tous nos engagements, et de toutes ces attentes, pour nous, le plus triste, c'est de noter deux grands absents dans cette histoire : la justice et la miséricorde. Or, l'un ne va pas sans l'autre.

Oublier l'un, c'est négliger l'autre. Les plaignants se sont déclarés catholiques – et c'est peut-être sur ce point que repose leur plus grande contradiction –, alors acceptez que l'on termine pour eux sur un aspect plus spirituel qui résume nos objectifs : trouver des solutions justes et apaisées.

N'entendez pas la miséricorde comme une faiblesse, ce qui reviendrait à légitimer le silence de l'Eglise pendant si longtemps. Ne l'entendez pas comme une indulgence envers le mal mais plutôt comme la fin de la justice. La justice est un moyen et pas une fin. Sinon, elle nous enfermerait dans une société figée, sans aucune perspective d'évolution. Sinon, il faudrait se soumettre à la froideur d'une justice qui assigne définitivement un statut de criminel ou de victime. C'est le cas des dérives idéologiques que nous dénonçons. Rappelez-vous l'adage : *summum jus, summum injuria* (le droit strict est une suprême injustice).

Or, l'homme doit pouvoir exercer sa liberté et trouver dans la société le terreau de son évolution, de son perfectionnement morale. La miséricorde laisse alors un espace à chacun pour retrouver sa dignité, au-delà du jugement. Où est-elle dans la presse ? Où est-elle dans les articles et interviews télévisés de ces neuf derniers mois ? Ainsi, la miséricorde est une limite au mal qui peut s'opérer par une justice impitoyable.

Tout le monde fait des erreurs, plus ou moins grandes. Tout le monde enfreint les règles. Tout le monde est pécheur. Dans une perspective de salut, tout le monde a besoin que justice lui soit rendue, mais nous avons tous besoin d'avoir une chance de ne pas être perpétuellement condamnés, d'avoir une porte de sortie de sa propre misère, d'avoir une place pour le pardon, une place pour se relever..., et au bout du compte, une place salutaire pour la vie éternelle.

Pour la conversion du pécheur, la justice est nécessaire pour mettre en lumière ses fautes, mais la miséricorde est indispensable pour le relever. Entre les deux s'articule un mouvement de progrès qui trouve sa fin dans l'amour. Seul ce mouvement de l'esprit peut inspirer un ordre social digne de l'homme.

Relisez notre article sur la Mané. Vous verrez, c'est ce mouvement de l'amitié qui a construit notre histoire, qui a fait notre dignité, et nos valeurs d'aujourd'hui. C'est cela que nous avons vécu à la Mané, et c'est pour cette Mané-là que nous nous battons. C'est notre héritage.

S'il vous plaît, n'y touchez pas !

